

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 10 FEBRUARI 2015

Voormiddag

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MARDI 10 FEVRIER 2015

Matin

La séance est ouverte à 10.17 heures et présidée par M. Jean-Marc Delizée.

De vergadering wordt geopend om 10.17 uur en voorgezeten door de heer Jean-Marc Delizée.

Le **président**: Madame la secrétaire d'État, cher collègue, je vous propose que nous commençons nos travaux même si nous ne sommes pas nombreux pour cette petite série de questions. Comme dit la formule de Bedos, "beaucoup d'appelés mais peu d'élus" ce matin dans cette commission.

01 Questions jointes de

- M. Richard Miller à la secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, à la Lutte contre la fraude fiscale et à la Politique scientifique, adjointe au ministre des Finances, sur "la restitution des oeuvres d'art emportées par l'armée napoléonienne, et toujours conservées dans les musées français" (n° 560)

- M. Peter Dedecker à la secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, à la Lutte contre la fraude fiscale et à la Politique scientifique, adjointe au ministre des Finances, sur "la restitution par la France d'oeuvres d'art volées durant la période révolutionnaire et napoléonienne" (n° 1276)

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Richard Miller aan de staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, Bestrijding van de fiscale fraude, en Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "de teruggave van de door het leger van Napoleon geroofde kunstwerken, die nog altijd worden bewaard in Franse musea" (nr. 560)

- de heer Peter Dedecker aan de staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, Bestrijding van de fiscale fraude, en Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "de teruggave door Frankrijk van tijdens de revolutionaire en napoleontische periode gestolen kunstwerken" (nr. 1276)

01.01 Richard Miller (MR): Monsieur le président, madame la secrétaire d'État, je suis content de vous poser cette question. Elle porte sur une problématique (la restitution des oeuvres d'art) qui revêt une importance de plus en plus reconnue. Dans notre pays, cette question a déjà été évoquée à plusieurs reprises dans les débats parlementaires, que ce soit au niveau fédéral ou au niveau des entités fédérées, particulièrement au Vlaamse Raad et au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Cet intérêt croissant n'a rien de surprenant, eu égard au phénomène de mondialisation culturelle et, parallèlement, à la volonté des peuples de retrouver leurs racines historiques, patrimoniales et culturelles. De même est-il facile de comprendre, pour ce qui nous concerne en Belgique, que le processus de fédéralisation de notre État induit également une attention de plus en plus marquée pour le patrimoine culturel, intellectuel et artistique des Communautés.

C'est avec cet état d'esprit qu'en novembre 2011, la Commission européenne a ouvert une consultation sur la directive 93/7/CEE relative à un mécanisme de restitution des biens culturels entre États membres. Il s'agissait en l'occurrence, je cite, des "biens de grande valeur tels que peintures, sculptures, oeuvres religieuses et objets archéologiques", biens ayant quitté le territoire de façon illicite.

Des critiques ont été formulées à l'encontre de cette directive, estimant notamment que son champ d'application n'était pas assez étendu. On a assisté en effet dans ce domaine, surtout ces dix dernières années, à une "extension du domaine de la lutte", pour reprendre une formule bien connue. Nombre d'États ou d'associations privées ou semi-officielles ont déposé des réclamations de restitution; nombre d'entre elles ont d'ailleurs été couronnées de succès. Un cas tristement célèbre est celui des oeuvres d'art volées par les nazis aux familles juives. Actuellement il y aurait encore quelque 4 400 tableaux et 800 sculptures réparties parmi les 6 000 musées allemands. De nombreux cas concernent également la Grèce, autre exemple célèbre, notamment la demande relative à *La Victoire de Samothrace*.

Nos régions ont aussi été dépouillées d'une part importante de leur patrimoine artistique, entre 1794 et 1814, par l'armée française. Les oeuvres, de nombreux Rubens entre autres, ont été réparties entre les musées français. Une partie d'entre eux a été restituée. Mais pas tous, notamment sous prétexte que l'État belge n'existait pas encore au moment où les oeuvres ont été emportées. Mais que je sache l'État français est lui aussi passé par plusieurs stades constitutionnels.

En novembre 2011, sur ma proposition, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles votait, à l'unanimité, une proposition de résolution visant l'engagement d'une procédure en vue de la restitution, par la France, d'une oeuvre de Rubens qui appartenait et qui, selon moi, appartient toujours à la cathédrale de Tournai. En effet, cette oeuvre a été volée pour être déclarée propriété du musée des Beaux-Arts de Nantes où elle est, d'ailleurs, toujours exposée.

Le gouvernement francophone PS-cdH a été incapable d'activer la résolution parlementaire qui avait pourtant été votée à l'unanimité.

Madame la ministre, je sais que les compétences culturelles relèvent des Communautés. Cependant, je souhaiterais avoir votre avis sur ce sujet qui concerne nos musées et nos instituts scientifiques. Une réflexion a-t-elle déjà été menée à ce sujet par votre administration? À l'instar de ce qu'ont déclaré plusieurs ministres belges des Affaires étrangères devant le parlement fédéral, seriez-vous prête à soutenir une demande adressée à l'État français, membre comme la Belgique de l'Union européenne, visant la restitution des chefs-d'œuvre dont la propriété belge serait démontrée de façon incontestable afin qu'ils soient rendus aux villes de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles?

De **voorzitter**: Mevrouw de staatssecretaris, vraag nr. 1276 van collega Dedecker behandelt hetzelfde onderwerp. Normaal gezien zouden die vragen samengevoegd moeten worden. Wenst u ze samen te voegen of hebt u twee verschillende antwoorden klaar?

01.02 Staatssecretaris **Elke Sleurs**: Ik heb twee verschillende antwoorden, maar ik kan die samenvoegen. Het eerste deel van het antwoord is immers gelijkluidend.

De **voorzitter**: Dan laat ik nu de heer Dedecker zijn vraag stellen en antwoordt u aan beide collega's.

01.03 **Peter Dedecker** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de staatssecretaris, mijn vraag behandelt inderdaad dezelfde thematiek als die van collega Miller.

Ook ik verneem graag wat er gebeurd is met de uitvoering van het Verdrag van Parijs van 1815, waarin werd bepaald dat alle door Frankrijk geroofde kunstwerken, die momenteel in het Louvre liggen, aan de rechtmatige eigenaars moeten worden teruggegeven. Het gaat over meer dan vijfduizend stukken en de collega heeft een goed overzicht gegeven van een aantal ervan.

Zoals collega Miller reeds heeft opgemerkt, werd niet alle geroofde kunst ondertussen aan de rechtmatige eigenaars terugbezorgd. Integendeel, het merendeel ligt nog steeds in het Louvre, een erfenis uit de tijd van Napoleon. Er is in onze Staat nog wel meer een erfenis uit de tijd van Napoleon.

Mevrouw de staatssecretaris, hoeveel van die geroofde kunstwerken zijn ondertussen al teruggekomen bij de rechtmatige eigenaar? In hoeverre zullen de afspraken van dat verdrag nog verder worden uitgevoerd?

Welke werken zullen eventueel niet worden terugbezorgd? Is daarvoor een reden? Wat is die reden dan?

01.04 Elke Sleurs, secrétaire d'État: Monsieur le président, monsieur Miller, monsieur Dedecker, les œuvres d'art pillées au cours de la période napoléonienne également dans nos contrées ont été dispersées sur tout le territoire français. Elles ont ensuite été entre autres abritées dans des musées français régionaux.

Bien que d'importantes œuvres d'art aient été restituées par le gouvernement français après le Congrès de Vienne de 1815, comme par exemple *La Descente de Croix* de Peter Paul Rubens de la cathédrale Notre-Dame d'Anvers, certaines œuvres d'art issues de collections ecclésiastiques et privées ne sont pas revenues dans nos contrées. Ces œuvres ont été considérées comme perdues ou disparues.

En 1880, une première recherche systématique ayant eu lieu à l'initiative de Christian Piot a donné lieu à la publication du *Rapport à M. le ministre de l'Intérieur sur les tableaux enlevés à la Belgique en 1794 et restitués en 1815*. Ce livre mentionne en détail les œuvres d'art qui avaient été déclarées disparues et celles restituées. Il s'agit en réalité de certaines peintures datant essentiellement du XVII^e et du XVIII^e siècles, qui appartenaient à l'Église, ayant été emportées hors de nos contrées. Mais il n'existe pas la moindre étude sur le type de biens culturels pillés, comme par exemple les bibliothèques et les archives.

Les biens culturels comme les peintures, les bibliothèques et les archives pillés au cours de la Seconde Guerre mondiale ont fait l'objet d'accords internationaux légaux exécutés. Les œuvres d'art disparues au cours de la période napoléonienne quant à elles n'ont jamais fait l'objet de traités ou de dispositions légales. Même après son indépendance, la Belgique n'a jamais entrepris de démarches officielles et/ou diplomatiques pour réclamer à la France les œuvres d'art disparues.

La France a d'ailleurs récemment rendu un avis négatif sur la restitution de deux peintures de Rubens de la cathédrale de Tournai ainsi que sur la restitution de la pièce du maître-autel de Rubens de l'église Saint-Paul d'Anvers et qui se trouve actuellement à Lyon.

Comme ce problème de restitution est à présent toujours examiné au cas par cas, c'est-à-dire œuvre d'art par œuvre d'art, il me semble indiqué de procéder à une étude plus systématique basée sur des cas. Cette étude aura pour but de représenter l'étendue du pillage et de définir un cadre juridique et légal.

À cet égard, une concertation peut avoir lieu entre mes collaborateurs de la Politique scientifique, le SPF Justice et les administrations de la Communauté flamande et de la Communauté française de Belgique, respectivement l'Agence Arts et Patrimoine pour la Communauté flamande et le Service du Patrimoine pour la Communauté française.

Mijnheer Dedecker, uw vraag overlapt de andere enigszins, maar u stelde nog een vraag omtrent het aantal vermiste, geroofde en verdwenen kunstwerken uit die periode.

De hoofdlijst van Piot uit 1880 bevat 271 nummers waarvan 90 kunstwerken. Een derde bevond zich in België of was reeds gerestitueerd. In deze lijst worden 87 werken vermeld met een onbekende verblijfplaats. Van de 271 kunstwerken zijn er 74 werken, voornamelijk schilderijen, met een bekende locatie in Frankrijk, met name in Bordeaux, Lille, Rennes en Lyon.

01.05 Richard Miller (MR): Madame le secrétaire d'État, je vous remercie pour votre réponse. Je pense que votre proposition de mettre en place une étude systématique basée sur des cas bien précis qui permettrait d'établir l'ampleur du pillage et de définir un cadre juridique qui permettrait d'entamer une négociation qui ne serait pas uniquement une demande au cas par cas est une excellente initiative.

Nous resterons attentifs aux développements de ce dossier. Je suppose que quand vous aurez été un peu plus loin, vous en rendrez compte au Parlement.

01.06 Peter Dedecker (N-VA): Mevrouw de staatssecretaris, ik dank u voor uw uitgebreid antwoord. Ik vind het zeer positief dat u wil streven naar een samenwerking met de Gemeenschappen om de inventaris verder uit te werken en stappen te ondernemen om zoveel mogelijk werken terug te halen, zeker als ze bekend zijn.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

Le **président**: La question n° 777 de Mme Julie Fernandez Fernandez est transformée en question écrite.

02 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Peter Dedecker aan de staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, Bestrijding van de fiscale fraude, en Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "de teelt van ggo's" (nr. 1357)

- mevrouw Karin Temmerman aan de staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, Bestrijding van de fiscale fraude, en Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "het wetenschappelijk onderzoek naar de teelt van ggo's" (nr. 1585)

02 **Questions jointes de**

- M. Peter Dedecker à la secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, à la Lutte contre la fraude fiscale et à la Politique scientifique, adjointe au ministre des Finances, sur "la culture d'OGM" (n° 1357)

- Mme Karin Temmerman à la secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, à la Lutte contre la fraude fiscale et à la Politique scientifique, adjointe au ministre des Finances, sur "les recherches scientifiques sur les cultures d'OGM" (n° 1585)

02.01 **Peter Dedecker** (N-VA): Mevrouw de staatssecretaris, op 13 januari heeft het Europees Parlement een wijziging van de richtlijn 2001/18/EG goedgekeurd om de lidstaten meer flexibiliteit te geven in het omgaan met ggo's op het eigen grondgebied. Lidstaten kunnen ggo's die op Europees niveau toegelaten zijn, uiteraard na een zeer grondige risicobeoordeling van de Europese Autoriteit voor Voedselveiligheid, alsnog verbieden door gebruik te maken van de zogenaamde vrijwaringsclausule. Ze moeten die beslissing rechtvaardigen door aan te tonen dat het ggo schade kan toebrengen aan mens of milieu. Een aantal landen doet dat al met bepaalde insectresistente maïs. Het is een compromis, omdat er nu toch wel heel veel lidstaten dwarsliggen voor de algemene toelating van ggo's op Europees niveau. Op die manier zou men toch een aantal versoepelingen kunnen verkrijgen.

In Gent is er een sterke biotechcluster rond het VIB. Dankzij die biotechcluster bekleedt Vlaanderen, net als Wallonië, dat ook een sterke cluster heeft, een zeer sterke positie inzake biotechnologie en de ontwikkeling van ggo's. Genetisch gewijzigde planten zijn zelfs een Gentse uitvinding, dankzij pioniers als Jeff Schell en Marc Van Montagu. Dat is echt iets om trots op te zijn. Ggo-onderzoek kan veel interessante mogelijkheden bieden ter bestrijding van voedselschaarste en bepaalde ziektes, mits het op een veilige manier toegepast wordt.

Ten eerste, heeft de wijziging impact op het wetenschappelijk onderzoek in onze biotechclusters, universiteiten en bedrijven?

Ten tweede, heeft ons land plannen om bepaalde toegestane teelten te verbieden? De standpunten over ggo-onderzoek in Vlaanderen en Wallonië verschillen nogal. Hoe kan een eventueel teeltverbod in België tot stand komen? Landbouw is een bevoegdheid van de Gewesten. Welke mogelijkheden ziet u om Vlaanderen volheid van bevoegdheid te geven inzake het verlenen van toestemming voor onderzoek naar en het telen van ggo's?

Ten derde, het regeerakkoord bepaalt dat we niet aan *gold plating* zullen doen. Kunt u bevestigen dat dat ook geldt voor ggo-teelt en dat het dus niet de bedoeling is van de regering om de teelt van op Europees niveau goedgekeurde ggo's alsnog te verbieden in België? Willen wij hier, ja of neen, heiliger zijn dan de paus?

Ten vierde, wat is volgens u de onrechtstreekse impact op onze onderzoekscentra, mocht een volgende regering een strengere houding tegenover ggo's aannemen? Kunnen die onderzoekscentra hun aanzien behouden als de resultaten van hun onderzoek in België, nota bene het land van de pioniers van dat onderzoek, strenger behandeld worden dan in de rest van de wereld, laat staan in de rest van Europa?

02.02 **Karin Temmerman** (sp.a): Mevrouw de staatssecretaris, de discussie over genetisch gewijzigde organismen zit in Europa al sinds 1990 in het slop en wordt op Europees niveau geblokkeerd. Er komt nu een gewijzigde richtlijn op ons af. Het debat zal dus opnieuw gevoerd moeten worden.

De publieke perceptie tegenover de ggo's is vaak negatief. Iedereen herinnert zich uit 2011 de actievoerders op het proefveld voor de teelt van ggo-aardappelen in Wetteren.

De tegenstanders stellen dat de veiligheid van ggo's onvoldoende is bewezen. Zij wijzen op het potentieel misbruik van ggo's. Zo is er het voorbeeld van multinational Monsanto, die bepaalde gemodificeerde teelten contractueel verankert aan het gebruik van sterk giftige onkruidverdelgers en meststoffen. De teelt van ggo's is meestal in handen van grote agrochemische bedrijven, die met hun activiteiten kunnen leiden tot de vershraling van de biodiversiteit en de daaraan gelinkte ecosystemen, de teloorgang van de onafhankelijkheid van de al dan niet biologische landbouw en de uitputting van de landbouwgronden.

De voorstanders wijzen er dan weer op dat plantenveredeling van alle tijden is en dat de voordelen verbonden aan de teelt van ggo's ook wetenschappelijk aantoonbaar zijn: een hogere productie, een rationeler gebruik van de ruimte, minder pesticiden, minder mislukte oogsten en stabielere prijzen. Bovendien biedt de biotechnische verbetering van gewassen een antwoord op de klimaatuitdagingen, waar we globaal voor staan, en verhoogt die verbetering ook de voedselkwaliteit en de voedselzekerheid. Bekend is inderdaad het voorbeeld van de aardappelen, die via ggo-technologie een resistentie tegen de aardappelziekte ontwikkelden, waardoor in België alleen al duizend ton aan fungiciden niet gespoten hoeft te worden. Zeker als het Europees Voedselagentschap groen licht geeft voor bepaalde teelten, kan de biotechnologische landbouw een voordeel betekenen voor mens en milieu en dan moeten die ggo's ook worden toegelaten.

Zoals de collega al zei, met ons land zitten wij al een paar decennia in de voorhoede op het vlak van biotechnologische landbouw, dankzij het onderzoek en de toepassingen die gestart zijn aan de Universiteit van Gent. Het Technologiepark in Gent telt de grootste concentratie aan biotechnologische bedrijven in heel Europa. Het is nu afwachten hoe de deelstaatregeringen zullen reageren op de gewijzigde Europese ggo-richtlijn.

Mevrouw de staatssecretaris, wat is de visie van de regering inzake de ggo's?

Hoe kan de vrees voor koppelverkoop – volgens tegenstanders situeert zich op dat vlak het grootste probleem en die vrees is naar mijn mening niet helemaal onterecht – door de producenten van ggo-gewassen met herbiciden, insecticiden en meststoffen worden weggenomen, zodat de biodiversiteit en het milieu niet onder druk komen?

Bent u bereid om vanuit uw federale bevoegdheid inzake Wetenschapsbeleid een geobjectiveerd federaal debat aan te trekken over de ggo's, zodat de EU-richtlijn tot een gezamenlijk beleid kan leiden? Het kan immers toch niet dat de landbouwers van onder de taalgrens in ons land op een andere manier moeten omgaan met teeltwijze dan boven de taalgrens.

02.03 Staatssecretaris **Elke Sleurs**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Dedecker, dank u. Belgische wetenschappers hebben een pioniersrol gespeeld en expertise opgebouwd en spelen nog steeds een vooraanstaande rol op het vlak van de ontwikkeling van biotechnologieën en ggo's.

Als staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid zal ik die expertise ondersteunen en versterken binnen de grenzen van mijn bevoegdheden.

Ik kan u ook zeggen dat het amendement in de Europese richtlijn, onder andere wat de veldproeven betreft, geen invloed zal hebben op het onderzoek en de innovatie, omdat het de teeltcondities beoogt en niet de wetenschappelijke ontwikkelingen.

Voor de toestemming of het verbod om ggo's voor commerciële doeleinden te telen op het Belgisch grondgebied, ben ik strikt gezien niet bevoegd. De bevoegde ministers zijn mevrouw De Block, minister van Volksgezondheid, de heer Borsus, minister van Landbouw, en mevrouw Marghem, minister van Leefmilieu.

De Algemene Directie 4 van de FOD Volksgezondheid heeft als taak om op grond van een interfederaal raadpleging en in overleg met de Gewesten het amendement van de Europese richtlijn ter zake uit te voeren.

Vanuit mijn bevoegdheid zal ik onze wetenschappers wel altijd blijven aanmoedigen om onderbouwde argumenten te leveren over onder andere de sociaal-economische impact in het kader van de activiteiten gelinkt aan het project ELSA of Ethical, Legal and Social Aspects of the Life Sciences and Technologies. De *riks assessment studies* worden bijvoorbeeld voortgezet.

Zoals gezegd, ben ik strikt gezien niet bevoegd voor het verbod van de teelt van ggo's. De beslissing van de regering zal echter gebaseerd zijn op objectieve criteria en als staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid zal ik die wetenschappelijke criteria en argumenten dan ook laten ontwikkelen.

Het onderzoek inzake ggo's wordt gesteund door de privésector, de deelgebieden en de federale regering. De federale regering heeft nu als doel de beschikbare wetenschappelijke expertise te rationaliseren en nieuwe synergieën te creëren om het sociaal-economische voordeel uit het duurzaam exploiteren van de geboekte wetenschappelijke vooruitgang te optimaliseren. Ze zal zich dus uiteraard niet verzetten tegen de ontwikkeling van een dergelijke expertise, die bovendien een maatschappelijke meerwaarde biedt aan de producenten en consumenten in België en Europa.

Ik ga nu even in op uw specifieke vragen, mevrouw Temmerman. Het ggo-onderzoek, de valorisatie en de verkoop zijn voor het grootste gedeelte in handen van de privésector en de deelstaten. Als staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid is het mijn plicht om erop toe te zien dat de federale middelen voor wetenschappelijk onderzoek naar ggo's resulteren in objectieve en relevante studies. Het behoud van de biodiversiteit en de druk op het klimaat zijn evidente onderdelen van dergelijke studies. De risicoanalysestudies focussen zelfs specifiek op deze aspecten.

Wat uw derde vraag betreft, de herziene Europese richtlijn betreffende de teelt van ggo's voor commerciële doeleinden vereist beslissingen op het bevoegde gezagsniveau, te weten de Gewesten. De aangehaalde redenen, door welk Gewest dan ook, om de teelt van ggo's te verbieden of toe te staan op het eigen grondgebied zullen niet steunen op criteria voor risico-evaluatie, wat wetenschappelijke debatten en verduidelijkingen inhoudt, maar wel op onder andere aspecten inzake milieu- en landbouwbeleid. Om ggo's op de markt te brengen moet echter met de daartoe bevoegde FOD Volksgezondheid worden overlegd. Die FOD moet ook overleg plegen met de Gewesten zo de federale overheid via een vrijwaringsclausule beslist de teelt van ggo's te beperken. In een ruimere context moeten de Gewesten met de federale overheid overleggen over aangelegenheden die een van haar bevoegdheidsgebieden raken.

Naast dat politiek overleg kan een breed maatschappelijk debat nodig blijken waarbij wetenschappers om evidente redenen verantwoordelijkheid dragen, te weten voor het aanvoeren van onderbouwde argumenten om objectief te kunnen beslissen. Ik zal hen daartoe ook aansporen. Deze wetenschappelijke studies en risicoanalyses kunnen uiteraard gebruikt worden door de Gewesten om er rekening mee te houden bij hun beleid en beleidskeuzes. Zoals gezegd, voor het op gang brengen van het debat zal ik contact opnemen met mijn collega's van Landbouw, Volksgezondheid en Milieu om de wetenschappelijke bijdrage tot het debat te kunnen leveren.

02.04 Peter Dedecker (N-VA): Mevrouw de staatssecretaris, ik dank u voor het opnieuw uitgebreide antwoord. Ik verwelkom uw positieve en proactieve houding ten aanzien van het onderzoek. U wil ondersteuning blijven uittrekken voor het wetenschappelijk onderzoek dat van groot economisch en ecologisch belang is voor ons land. Wij hebben op dat vlak een toppositie die we absoluut niet verloren mogen laten gaan. U wil daar verder aan blijven werken en dat lijkt mij een zeer goede zaak.

Verder illustreert uw antwoord toch ook de complexiteit van dit land. U hebt een groot aantal instanties opgesomd waarmee we rekening zullen moeten houden.

Niet alleen in de deelstaten, maar ook in de federale overheid zelf is de complexiteit op dat vlak bijzonder groot. Dit maakt het uiteraard niet evident.

Mevrouw Temmerman heeft in haar vraag een zeer interessant overzicht gegeven van een aantal voor- en nadelen. Het lijkt mij zeer belangrijk om een onderscheid te maken tussen aan de ene kant het onderzoek en de techniek van de ggo's en wat wij ermee zullen doen. Ik meen dat bepaalde economische en ecologische praktijken niet na te streven zijn. Mevrouw Temmerman gaf het voorbeeld van de koppelverkoop met betrekking tot verdelgers. Dat is inderdaad een voorbeeld van een praktijk die wij niet kunnen goedkeuren, maar dit sluit niet uit dat een bepaalde ggo-techniek *as such* goed is en kan worden ondersteund.

02.05 Karin Temmerman (sp.a): Mevrouw de staatssecretaris, het feit dat u enkel de heer Dedecker bedankt hebt, beschouw ik als een vergetelheid.

02.06 Staatssecretaris Elke Sleurs: Ik heb een algemeen dankwoord uitgesproken voor de vragen die

werden gesteld.

02.07 Karin Temmerman (sp.a): Ja, maar u noemde enkel de heer Dedecker, maar ik beschouw dit echt als een vergetelheid.

02.08 Staatssecretaris Elke Sleurs: Nee, ik ben begonnen met een antwoord op de vraag van de heer Dedecker. Ik heb eerst een algemeen dankwoord uitgesproken om dan te beginnen met de vraag van de heer Dedecker.

02.09 Karin Temmerman (sp.a): Ik beschouw dit enkel als een vergetelheid, laat dat duidelijk zijn. Laten wij het dan ook vergeten.

De heer Dedecker zei reeds dat u zeer duidelijk wijst op de complexiteit van ons land. Ik meen dat wij daaraan eens moeten denken.

Ik ben enigszins teleurgesteld als u zegt dat zaken zoals koppelverkoop in handen zitten van privébedrijven en dat de overheid daaraan niets kan doen. Ik meen dat de overheid daar wel iets aan kan doen. In het verleden is dit trouwens al gebeurd.

Wij moeten het wetenschappelijk onderzoek scheiden van de toepassingen. Beide zijn echter inherent aan mekaar verbonden. Ik meen dat het zeker de taak is van de overheid om eventuele misbruiken, die bovendien nefast zijn voor de voedselveiligheid en de gezondheid, aan te pakken. De overheid mag er zich niet toe beperken vast te stellen dat dit een zaak is van de privésector. Ik vind dit eigenlijk zeer teleurstellend.

Ik sta dan weer positief tegenover het feit dat u het debat op gang wil trekken. Ze moeten uit mekaar worden gehaald, maar uit de praktijk weten we dat ze inherent aan mekaar verbonden zijn. Ik hoop dan ook dat u daarin het voortouw zult nemen.

Ik sluit mij aan bij de woorden van de heer Dedecker. Het is voor ons land heel belangrijk, want wij zijn ter zake koploper in de wereld.

Het is heel belangrijk dat beide aspecten – zowel de negatieve aspecten die ik heb aangehaald en die er ontegensprekelijk zijn, maar ook de positieve aspecten, zoals het verbeteren van de voedselveiligheid en van de kwaliteit en kwantiteit van het voedsel – wetenschappelijk worden ondersteund, zodat wij de publieke opinie daarover goed en objectief kunnen informeren.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

03 Question de Mme Karine Lalieux à la secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, à la Lutte contre la fraude fiscale et à la Politique scientifique, adjointe au ministre des Finances, sur "la suspension de la collaboration entre le mim et le Conservatoire royal de Bruxelles" (n° 1378)

03 Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, Bestrijding van de fiscale fraude, en Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "de opschorting van de samenwerking tussen het mim en het Koninklijk Conservatorium Brussel" (nr. 1378)

03.01 Karine Lalieux (PS): Madame la secrétaire d'État, depuis l'ouverture du Musée des Instruments de Musique (mim) en l'an 2000, une collaboration s'est nouée avec le Conservatoire pour l'organisation de concerts gratuits. Celle-ci prévoit la mise à disposition de la salle du mim à titre gratuit, en échange d'une programmation assurée par les étudiants et les professeurs du Conservatoire.

Grâce à l'enthousiasme, aux efforts et à la persévérance des équipes du mim et du Conservatoire, cette collaboration *win-win* s'est remarquablement développée au fil du temps, avec un public toujours au rendez-vous. Malheureusement, la direction du Conservatoire a reçu en date du 18 décembre dernier un message du directeur général ad interim du MRAH, M. Éric Gubel, l'informant qu'en raison des mesures d'austérité imposées par le gouvernement fédéral, le mim ferait payer l'utilisation de sa salle de concert à partir du 1^{er} janvier 2015. Les tarifs provisoires ont été fixés, tandis qu'ils augmenteront à partir du 1^{er} mars prochain.

La location de cette salle s'élève à 900 euros – ce qui est hallucinant au vu de sa capacité et des prix pratiqués à Bruxelles.

Le directeur du Conservatoire, M. Frédéric de Roos, a immédiatement pris contact avec la direction des Musées royaux d'Art et d'Histoire afin de manifester son désaccord vis-à-vis de cette décision et d'en demander la réévaluation. La situation est pour le moment bloquée. Compte tenu des moyens limités du Conservatoire et de la gratuité des concerts, il s'est vu contraint de suspendre jusqu'à nouvel ordre les concerts programmés au mim. Il en va de même pour des concours organisés par les académies et la Ville de Bruxelles, qui en est la première victime.

Ce genre de situation déplorable risque de se répéter vu les restrictions budgétaires qui sont imposées au monde culturel par le fédéral. Dans ce cas-ci, il est tout à fait regrettable que ce soit des étudiants en plein apprentissage et un public amateur de musique classique qui en fassent les frais.

Pourriez-vous nous donner des explications et des chiffres concernant les restrictions qui ont été imposées au mim? N'est-il pas temps de faire marche arrière concernant les décisions budgétaires qui ont été prises sans concertation avec les musées? Ne pouvez-vous pas réserver des exceptions en faveur des écoles et des conservatoires qui remplissent une mission éducative, mais qui subissent désormais de plein fouet les restrictions budgétaires imposées aux musées fédéraux.

03.02 Elke Sleurs, secrétaire d'État: Madame Lalieux, le gouvernement a imposé des restrictions budgétaires aux établissements scientifiques fédéraux, parmi lesquels les Musées royaux d'Art et d'Histoire, qui se voient dès lors dans l'obligation de développer de nouvelles options stratégiques allant dans le sens d'une gestion plus rationnelle et objective des dépenses. Cela signifie dès lors, pour le Musée des Instruments de Musique, de revoir certains avantages accordés à titre gratuit à des tiers.

Désormais, les utilisateurs externes devront s'acquitter du paiement d'un montant fixé par l'arrêté ministériel du 26 mars 2002 pour la location de la salle de concert.

Bien entendu, des concertations ont eu lieu afin de redéfinir les relations entre le mim, le Conservatoire royal de Bruxelles et les autres partenaires historiques afin de garantir une certaine flexibilité dans l'administration des événements publics.

Il a été convenu, fin janvier, d'appliquer une tarification très avantageuse pour la location de la salle de concert par le Conservatoire royal de Bruxelles et tous les autres conservatoires.

Ainsi, l'usage de la salle pour leurs concerts, mais aussi pour leurs master-classes - répétitions individuelles d'étudiants et sessions d'examens ouverts au public -, sera pérennisé. Un conservatoire ne paiera que le montant symbolique de 100 euros pour toute une saison de 12 demi-journées; les autres instances qui voudront utiliser la salle seront obligées de payer 450 euros de location pour une demi-journée.

03.03 Karine Lalieux (PS): Madame le secrétaire d'État, je vous remercie pour votre réponse. Cette question n'est pas récente mais on ne répond pas souvent aux questions dans notre commission de l'Économie.

Heureusement que le Conservatoire a eu une réaction violente, car ces mesures unilatérales sont très désagréables. Outre le Conservatoire, les académies en l'ont usage.

Par exemple, la Ville de Bruxelles organise un concours rassemblant toutes les académies de la Région bruxelloise, qui durera deux jours. Vous imaginez donc que pour un tel concours, nous devons déboursier 3 000 euros. Je trouve que, pour des élèves âgés entre 8 et 16 ans, cette somme est énorme.

D'ailleurs, nous étions prêts à annuler le concours. Ce ne sera pas le cas, car nous sanctionnerions l'ensemble des étudiants, des professeurs et des parents.

Je trouve inacceptable qu'une telle salle sera sous-utilisée parce qu'elle coûte trop cher, et ce, pour des raisons budgétaires.

Tant mieux pour les conservatoires; la décision qui les concerne est positive. Mais d'autres associations s'y rendaient. Peut-être faudrait-il revoir l'ensemble de cette politique.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

04 Interpellatie van mevrouw Barbara Pas tot de staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, Bestrijding van de fiscale fraude, en Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Financiën over "de blijvende onevenwichtige verdeling van de betrekkingen tussen Nederlandstaligen en Franstaligen bij de federale wetenschappelijke instellingen" (nr. 14)

04 Interpellation de Mme Barbara Pas à la secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, à la Lutte contre la fraude fiscale et à la Politique scientifique, adjointe au ministre des Finances sur "les déséquilibres persistants dans la répartition des emplois entre néerlandophones et francophones au sein des établissements scientifiques fédéraux" (n° 14)

04.01 **Barbara Pas** (VB): Mevrouw de staatssecretaris, het is geen nieuw probleem. Mijn partij volgt al meer dan tien jaar de evolutie van de verdeling van de betrekkingen in de federale wetenschappelijke instellingen. Tot op vandaag zijn zij uiterst onevenwichtig verdeeld tussen Nederlandstaligen en Franstaligen op twee vlakken.

Ten eerste, er waren lange tijd geen taalkaders. Ondertussen beschikken de meeste instellingen wel over een taalkader. Die taalkaders op zichzelf houden al een onrechtvaardigheid in, want zij zijn natuurlijk geen weerspiegeling van de werkelijke verhoudingen in de bevolking. Voor het merendeel van de wetenschappelijke instellingen zijn zij vastgesteld op een verhouding van 50 % Nederlandstaligen en 50 % Franstaligen. Dat houdt een benadeling van de Vlamingen in, gelet op het feit dat zij ongeveer 60 % van de bevolking van ons land uitmaken.

Wat de lagere betrekkingen betreft, is er ook sprake van een benadeling van de Vlamingen. De verdeling hiervan moet in principe worden vastgelegd volgens het criterium van het werkvolume. Vaak wordt daar echter ferm van afgeweken door ook de zogenaamde studie- en conceptietaken en zaken van algemeen beheer en algemeen belang in rekening te brengen, waarvoor volgens de Belgische rekenkunde ook per definitie de pariteit wordt vooropgesteld. Het gevolg daarvan is dat voor de meeste federale wetenschappelijke instellingen een taalkader van 50 % Nederlandstaligen en 50 % Franstaligen is vastgelegd.

Die geïnstitutionaliseerde discriminatie is blijkbaar nog niet voldoende. In de praktijk blijkt immers dat de Vlamingen eigenlijk nog een tweede keer worden benadeeld, want de onrechtvaardige taalkaders worden in de praktijk niet eens gerespecteerd. De reële taalverhoudingen wijken daarvan af ten nadele van de Vlamingen.

Ik heb een en ander nagegaan wat de huidige situatie betreft op de federale webstek met de statistieken over het federaal personeel. De meest recente cijfers dateren van 30 juni 2014. Voor alle wetenschappelijke instellingen samen komt men uit op een verhouding van 52,27 % van de betrekkingen in de federale wetenschappelijke instellingen die bezet worden door Franstaligen en slechts 47,66 % door Vlamingen. Als men theoretisch uitgaat van de 50/50-verhouding voor het taalkader, gaan er minstens 69 betrekkingen verloren, betrekkingen waarop de Vlamingen volgens de wet recht hebben. In werkelijkheid derven de Vlamingen meer jobs, omdat voor minstens zes van de vijftien federale wetenschappelijke instellingen de taalkaders anders liggen dan de 50/50-verhouding.

Wanneer men rekening houdt met het werkelijk bevolkingsaandeel van 60 %, worden er aan de Vlamingen in de wetenschappelijke instellingen niet minder dan 367 jobs ontstolen. Meestal zijn dat dan nog hooggekwalificeerde jobs.

Als we de federale wetenschappelijke instellingen afzonderlijk bekijken, dan moeten wij vaststellen dat zowat in alle instellingen de werkelijke taalverhoudingen ten nadele van de Vlamingen uitvallen. Bij de ene instelling is het al erger dan bij de andere. Ik haal er de ergste voor u uit. Bij de Koninklijke Sterrenwacht gaat slechts 42,4 % van de jobs naar Vlamingen. In het Belgisch Instituut voor Ruimte-Aeronomie is dat 43,1 %, in de Koninklijke Bibliotheek 44 % en in de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis 45,1 %.

Het is jammer om vast te stellen dat in de voorbije jaren, ondanks de vele beloftes, geen systematische inspanningen zijn geleverd om de scheefftrekkingen recht te trekken. Mijn voormalige collega Joris Van Hauthem kaartte heel die zaak al aan in 2005 in de Senaat. Toen lagen de verhoudingen in het algemeen op

47,45 % Nederlandstaligen tegenover 52,55 % Franstaligen. Zoveel jaren later – wij zijn het dossier blijven opvolgen – heeft mijn collega Bart Laeremans dat nog eens ter sprake gebracht, in 2013. Toen moesten wij vaststellen dat er op zeven tot acht jaar tijd een verbetering is gekomen, weliswaar een heel trage verbetering, in die onaanvaardbare situatie. Op 1 januari 2013, dus acht jaar later, was men volgens de federale webstek pdata tot een verhouding van 50 % gekomen, maar sindsdien gaat het opnieuw bergaf voor de Vlamingen. Op 1 januari 2014 was het aandeel opnieuw gedaald naar 49,47 % en volgens de recentste cijfers zitten we nu opnieuw aan 47,66 %. We zijn dus teruggeslagen tot het punt waarop we tien jaar geleden stonden.

De voorbije tien jaar hebben de politieke verantwoordelijken daaraan dus bijzonder weinig gedaan. Toenmalig minister Verwilt erkende het probleem en heeft toen ook beloftes gedaan om de zaak recht te trekken, maar hij is daar niet in geslaagd. Zijn Franstalige opvolgers op Wetenschapsbeleid hebben geen enkele inspanning geleverd om daar enige vaart achter te zetten. Mijn hoop is nu dus gesteld op u, mevrouw de staatssecretaris, nu u daar bevoegd voor bent, omdat u de kans en de mogelijkheid hebt om die wantoestanden uit de wereld te helpen.

Mijn concrete vragen zijn dan ook de volgende.

Ten eerste, wat is de verklaring? Hoe komt het dat de voorbije twee jaar de taalverhoudingen in de federale wetenschappelijke instellingen opnieuw in het nadeel van de Vlamingen zijn gewijzigd? Wie is daarvoor verantwoordelijk?

Ten tweede, erkent u de problematiek? Hebt u in tegenstelling tot uw voorgangers wel de politieke wil om de taalverhoudingen op korte termijn te keren, zodat de Vlamingen minstens de jobs krijgen waarop zij volgens de al onrechtvaardige taalkaders recht hebben?

Zo ja, kan u mij dan vertellen op welke manier u een en ander zal aanpakken en welke termijn u beoogt? Op welke termijn kunnen wij ter zake resultaten verwachten?

Ten slotte, mevrouw de staatssecretaris, overweegt u om ook iets te doen aan die onrechtvaardige taalkaders, zoals ze momenteel in de taalwet voor bestuurszaken en door de Vaste Commissie voor Taaltoezicht worden toegepast, maar die, zoals ik heb gesteld, op zich al onrechtvaardig zijn?

Ik ben erg benieuwd naar uw antwoord.

04.02 Staatssecretaris **Elke Sleurs**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Pas, ik dank u voor uw vraag.

Zoals u zelf hebt aangehaald, wil ik erop wijzen dat voor de verdeling van de betrekkingen bij de federale wetenschappelijke instellingen de taalkaders die in de geldende koninklijke besluiten zijn vastgelegd, van toepassing zijn. Zij spreken van een 50/50-verhouding en gaan dus niet uit van een 60/40-verhouding, waaraan u refereert.

De cijfergegevens van de taalverhoudingen in de federale wetenschappelijke instellingen evolueerden de voorbije jaren in hun totaliteit op een gunstige wijze.

Een analyse van het totale personeelsbestand van de tien federale wetenschappelijke instellingen over de voorbije tien jaar bevestigt dat in 2004 46 % van het personeel tot de zogenaamde Nederlandstalige taalrol behoorde, terwijl 54 % van het personeel tot de Franstalige taalrol behoorde.

Dat onevenwicht bestaat tot op de dag van vandaag nog steeds. Het werd op tien jaar tijd echter geleidelijk teruggebracht tot 48,1 % voor de Nederlandstalige taalrol en 51,9 % voor de Franstalige taalrol in 2014.

Het totale personeelsbestand voor 2014 bedraagt iets meer dan 2 400 personeelsleden.

Ook wens ik erop te wijzen dat op personeelsvlak eveneens andere belangrijke aspecten in mijn aandachtsveld zijn gebracht, zoals het ontbreken van een statuut voor de contractuele wetenschappers en de onmogelijkheid om talentrijke internationale wetenschappers in de taalkaders op te nemen.

Zoals u weet, is de onderzoekswereld meer en meer internationaal georiënteerd, niet enkel nationaal of regionaal. Ik wil dat de FWI's steeds als prioriteit nummer 1 nastreven om de meest talentvolle en kwalitatief

hoogstaande medewerkers aan te trekken. Ik wens ook te duiden dat het personeelsbestand in de FWI's niet enkel bestaat uit wetenschappelijke medewerkers maar natuurlijk ook uit technisch, administratief en algemeen ondersteunend personeel.

Wat de individuele federale wetenschappelijke instellingen betreft, wil ik melden dat er in één FWI een gelijkheid bestaat tussen Nederlandstaligen en Franstaligen volgens de taalkaders, namelijk in het Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen. In twee van de tien instellingen is er een meerderheid aan Nederlandstalige medewerkers. In de andere zeven instellingen is er inderdaad een meerderheid aan Franstalige medewerkers.

Mijn bedoeling is om de taalverhoudingen tot normale proporties terug te brengen, zoals voorzien. Ik zal erop toezien dat de positieve trend zeker behouden blijft en dat wij hieraan via de nodige aanwervingen op korte termijn kunnen voldoen. Als staatssecretaris bevoegd voor het federaal Wetenschapsbeleid acht ik het, zoals gezegd, wenselijk dat die taalkaderverhoudingen correct worden nageleefd. In de toekomst kunnen we daarvoor via het personeelsbeleid de nodige acties ondernemen.

04.03 Barbara Pas (VB): Mevrouw de staatssecretaris, ik dank u voor het antwoord. De cijfers van pdata blijken wel niet helemaal te kloppen als de positieve trend waarover u het had wordt doorgezet. U moet echter wel toegeven dat het bijzonder traag vooruitgaat. Op die manier zijn we nog veertig jaar bezig voor de verhoudingen in orde zijn, als men aan dit tempo doorgaat. U hebt geen termijn genoemd voor de invulling van de taalkaders. Het zal zo snel mogelijk gebeuren. Ik hoop dat dit inderdaad waar zal zijn.

Ik heb geen antwoord gekregen op mijn vraag of u aan de taalkaders zelf iets gaat veranderen. De 50/50-verdeling die al nadelig is voor de Vlamingen geldt voor de meeste wetenschappelijke instellingen. Blijft u die gewoon behouden?

Ik ben toch enigszins ongerust omdat dit hele trage tempo wordt voortgezet. In het *Belgisch Staatsblad* heb ik vandaag een hele reeks nieuwe benoemingen gelezen voor de Federale Overheidsdienst Wetenschapsbeleid. Ik licht er een uit. Ik heb zonet gezegd dat de Koninklijke Sterrenwacht een van de ergste is, met slechts 42,4 % Nederlandstaligen. Ik heb niet de tijd gehad om van alle nieuwe benoemingen die vandaag in het *Belgisch Staatsblad* stonden de taalrol na te gaan, maar er waren opnieuw minstens twee Franstaligen bij.

Ik ben heel ongerust dat het aan dit heel trage tempo voortgaat en dat een billijke verhouding er pas binnen enkele decennia komt.

Mijnheer de voorzitter, ik dien daarom een motie van aanbeveling in om heel snel de nodige maatregelen te nemen.

Moties **Motions**

De **voorzitter**: Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.
En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Barbara Pas en luidt als volgt:

“De Kamer,

gehoord de interpellatie van mevrouw Barbara Pas

en het antwoord van de staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, Bestrijding van de fiscale fraude, en Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Financiën,

- gelet op de taalwet in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 (SWT);

- overwegende dat de SWT bepalen dat de taalkaders voor de verdeling van de betrekkingen tussen de taalgroepen in de centrale overheidsdiensten dienen te gebeuren “met inachtneming, op alle trappen van de hiërarchie, van het wezenlijk belang dat de Nederlandse en Franse taalgebieden respectievelijk voor iedere dienst vertegenwoordigen”;

- overwegende dat de Vlamingen ongeveer 60 % van de bevolking van dit land uitmaken;

- gelet op de taalkaders van de verschillende federale wetenschappelijke instellingen;

- overwegende dat deze taalkaders vaak geen weerspiegeling vormen van “het wezenlijk belang dat de Nederlandse en Franse taalgebieden vormen” en zwaar in het nadeel van de Vlamingen zijn;

- overwegende dat op datum van 30 juni 2014 volgens de federale webstek pdata 52,27 % van de betrekkingen in de federale wetenschappelijke instellingen bezet worden door Franstaligen en slechts 47,66 % door Vlamingen;

- overwegende dat daarmee de reële taalverhoudingen in de federale wetenschappelijke instellingen nog een stuk onder de voor de Vlamingen reeds nadelige taalverhoudingen liggen zoals ze in taalkaders werden vastgesteld;

- overwegende dat deze scheeftrekkingen al tientallen jaren bestaan en er weinig verbetering valt vast te stellen,

vraagt de staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid op zeer korte termijn alle nodige maatregelen te nemen om ervoor te zorgen dat de reële taalverhoudingen in alle federale wetenschappelijke instellingen, voor wat de Vlamingen betreft, minstens voldoen aan de taalverhoudingen zoals ze in de taalkaders werden vastgelegd.“

Une motion de recommandation a été déposée par Mme Barbara Pas et est libellée comme suit:

“La Chambre,

ayant entendu l'interpellation de Mme Barbara Pas

et la réponse de la secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, à la Lutte contre la fraude fiscale et à la Politique scientifique, adjointe au ministre des Finances,

- vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (LLC);

- considérant que les LLC stipulent que les emplois entre les groupes linguistiques des services de l'administration centrale doivent être répartis en “tenant compte, à tous les degrés de la hiérarchie, de l'importance que représentent respectivement pour chaque service la région de langue française et la région de langue néerlandaise”;

- considérant que près de 60 % de la population du pays sont néerlandophones;

- vu les cadres linguistiques des différents établissements scientifiques fédéraux;

- considérant que ces cadres linguistiques sont rarement conformes à “l'importance que représentent respectivement la région de langue française et la région de langue néerlandaise” et lèsent gravement la population néerlandophone;

- considérant que selon le site fédéral pdata, 52,27 % des emplois des établissements scientifiques fédéraux étaient occupés en date du 30 juin 2014 par des francophones et à peine 47,66 % par des néerlandophones;

- considérant que cette répartition accentue davantage encore la répartition linguistique déjà défavorable aux néerlandophones telle qu'établie en vertu des cadres linguistiques des établissements scientifiques fédéraux;

- considérant que ce déséquilibre persiste depuis des décennies et que les progrès enregistrés sont maigres,

demande à la secrétaire d'État à la Politique scientifique de prendre à très brève échéance toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que la répartition linguistique dans tous les établissements scientifiques fédéraux soit au moins réellement conforme, pour les néerlandophones, à la répartition prévue par les cadres linguistiques.“

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heer Werner Janssen.

Une motion pure et simple a été déposée par M. Werner Janssen.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

05 Question de M. Melchior Wathelet à la secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, à la Lutte contre la fraude fiscale et à la Politique scientifique, adjointe au ministre des Finances, sur “le financement des établissements scientifiques fédéraux” (n° 2033)

05 Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, Bestrijding van de fiscale fraude, en Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Financiën, over “de financiering van de federale wetenschappelijke instellingen” (nr. 2033)

05.01 Melchior Wathelet (cdH): Monsieur le président, madame la secrétaire d'État, cette question fait suite à la discussion concernant votre audition en qualité de secrétaire d'État et votre note de politique générale.

Étant dans l'opposition, je m'étais abstenu, étant donné que vous aviez fait part de votre volonté de maintenir une exception pour les établissements scientifiques fédéraux et de garantir le financement du spatial avec une vraie vision. Vous nous aviez même parlé de la création de l'agence avec un vrai financement et avec un rattrapage du financement du passé. Peu importe les formes que vont prendre ces différentes politiques pour autant que les moyens soient présents et que ces politiques puissent être menées.

J'avais envie de croire à vos engagements. Je vous avoue qu'en lisant *La Libre Belgique* du 4 février 2015, j'ai un peu peur. Plutôt que de laisser passer et de laisser croire que vous pourriez ne pas tenir vos engagements, je préfère vous permettre de rectifier le tir!

L'article de presse indique: "Elke Sleurs aurait réussi à dégager un pot de quelque 15 millions d'euros (pris sur le spatial) pour une opération *one shot* d'aides à des projets d'investissements dans les établissements scientifiques fédéraux." Je traduis: ce pot de 15 millions est en fait la manière dont on peut maintenir les établissements scientifiques fédéraux dans le cadre du statut de l'exception pour leur conserver un financement suffisant. Cela pourrait paraître parfait si un problème n'apparaissait pas. En effet, dans cette phrase se trouve une parenthèse: "pris sur le spatial". Quinze millions en plus pour des projets d'investissements dans des établissements scientifiques fédéraux, madame la secrétaire d'État, bravo! Pris sur le spatial, cela ne va plus! Si vous faites des transferts de poste à poste au sein de votre portefeuille et que vous reprenez là où vous aviez dit que vous ne feriez pas d'économies pour les réinvestir dans des établissements scientifiques fédéraux, c'est chou vert et vert chou! Autrement dit, c'est aller pomper quelque part pour remettre dans les établissements scientifiques fédéraux! Et l'année prochaine, il y aura un problème dans le spatial car on y aura pompé 15 millions, on fera l'inverse et tout le monde y aura perdu!

Dès lors, madame la secrétaire d'État, mes questions sont claires. Confirmez-vous l'exception budgétaire appliquée aux établissements scientifiques fédéraux? Je ne vois aucun problème à ce que des précisions à ce sujet soient communiquées un peu plus tard. Nous ne sommes pas encore en période d'ajustement budgétaire.

Confirmez-vous que cette exception ne se fera pas par le biais de compensations internes au sein des crédits de la politique scientifique?

Confirmez-vous que des économies ne se feront pas sur les crédits liés à la politique scientifique, comme vous vous étiez engagée à le faire? Il s'agit de trois questions concrètes.

05.02 **Elke Sleurs**, secrétaire d'État: Monsieur le président, monsieur Wathélet, comme indiqué dans l'accord de gouvernement, dans ma déclaration d'orientation politique et dans ma note d'orientation politique, la politique scientifique fédérale sera remodelée. En effet, le SPP Politique scientifique sera supprimé et remplacé par des établissements scientifiques fédéraux qui seront revalorisés et autonomisés. Nous ferons ainsi des économies et chaque euro dépensé sera optimisé, comme vous le soulignez.

La Conférence ministérielle de l'European Space Agency (ESA) à Luxembourg a remporté un franc succès. J'ai pu y exploiter pleinement le mandat que le gouvernement m'a accordé et la marge de négociation qu'il avait définie. Concrètement, cela signifie que la Belgique s'est engagée financièrement pour plusieurs nouveaux programmes ESA. Tous les programmes ESA pour lesquels la Belgique s'est engagée financièrement seront prochainement mis en œuvre. Aucune économie ne sera réalisée sur les crédits d'engagement prévus pour la participation aux programmes ESA.

J'ai toutefois demandé à mon administration, en prévision du contrôle budgétaire, de procéder à une nouvelle estimation des crédits de liquidation afin de les faire concorder avec les besoins réels. Il s'agit pour nous d'un exercice technique concernant le financement belge de l'ESA, ladite *funding balance*. Cet exercice consiste à effectuer le suivi financier des programmes en cours et à régler le rythme de paiement en fonction des besoins réels de paiement, identifiés par l'ESA. Cet exercice sera sans conséquence pour les acteurs spatiaux belges parce que je ne mets pas en question les besoins financiers de l'ESA pour la mise en œuvre de ces programmes.

Au sein de ce gouvernement, je continue à défendre les intérêts de la politique scientifique. Lors du prochain contrôle budgétaire, je ferai de mon mieux pour préserver les moyens nécessaires des établissements scientifiques fédéraux. Je ne peux vous donner plus de détails pour ne pas compromettre la bonne marche du processus de prise de décision politique dans quelques semaines.

05.03 Melchior Wathelet (cdH): Madame le secrétaire d'État, je vous remercie. Vous persévérez dans la logique selon laquelle on va donner plus d'autonomie aux établissements scientifiques fédéraux pour réduire les coûts. J'ai du mal à y croire mais je demande à voir. Il n'est pas correct, même dans l'opposition, de dire avant d'avoir vu que ce sera un échec. Mais d'habitude, plus on centralise les services, plus on va vers une économie d'échelle. Mais s'il y a moyen de faire autrement, je demande à voir!

J'ai bien saisi la nuance que vous apportez entre les crédits d'engagement et les crédits de liquidation. Vous dites qu'en engagement, rien ne changera, mais si durant l'année il y avait une possibilité de moindre dépense en liquidation que ce qui avait été initialement budgété, ce qui ne doit pas être liquidé sera alors réaffecté aux établissements scientifiques fédéraux. C'est ce que vous me dites.

Une nouvelle fois, je demande à voir. Je ne vais pas dire en avance que ce ne sera pas le cas. Mais je peux vous garantir que si les liquidations doivent effectivement être là, mon expérience m'apprend que nous étions souvent un peu en retard en termes de liquidation, plutôt qu'en avance. Mais cela peut changer, sait-on jamais. De temps en temps, c'est plus positif. Je m'en réjouirais.

Je ne manquerai pas de vous poser une question. Une nouvelle fois, je continuerai à y être particulièrement attentif. Nul doute que dans le cadre du contrôle budgétaire, si jamais les crédits de liquidation sont réduits au niveau du spatial, vous savez que vous aurez à vous justifier.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

06 Question de Mme Caroline Cassart-Mailleux à la secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, à la Lutte contre la fraude fiscale et à la Politique scientifique, adjointe au ministre des Finances, sur "le retour sur investissement dans le marché spatial" (n° 2059)

06 Vraag van mevrouw Caroline Cassart-Mailleux aan de staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, Bestrijding van de fiscale fraude, en Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "de return on investment in de ruimtevaartsector" (nr. 2059)

06.01 Caroline Cassart-Mailleux (MR): Madame la secrétaire d'État, la Belgique et ses partenaires de l'Agence spatiale européenne veulent développer la concurrence mondiale en proposant une fusée de qualité à moindre prix. Notre pays s'inscrit dans deux projets d'envergure: Ariane 6 et Vega. Le premier, dans sa version commerciale, permettra l'envoi de deux satellites pour un montant d'environ 120 millions d'euros. Le second est destiné aux plus petits engins envoyés à plus faible altitude.

Madame la secrétaire d'État, initialement, j'avais déposé une question écrite, qui s'est ensuite retrouvée en commission. Vous pourrez me répondre dans les grandes lignes. Toujours est-il que je souhaitais vous poser deux questions. Pouvez-vous faire le point sur ces investissements et sur le retour attendu? Outre les lanceurs orbitaux, la Belgique a également contribué au financement d'autres programmes européens à hauteur de plusieurs dizaines de millions d'euros. Pouvez-vous me détailler ces projets, les montants des investissements ainsi que les retombées pour les trois Régions - Wallonie, Flandre et Bruxelles? Je vous remercie pour les réponses que vous m'apporterez.

06.02 Elke Sleurs, secrétaire d'État: Lors du dernier Conseil ministériel de l'ESA, qui s'est tenu à Luxembourg le 2 décembre, la Belgique a décidé, sur la base de l'accord du Conseil des ministres du 27 janvier 2014, de participer au développement du nouveau lanceur Ariane 6, à l'évolution du lanceur Vega, à l'exploitation de stations spatiales internationales et à plusieurs programmes qui n'étaient pas encore entièrement financés ou qui nécessitaient des souscriptions supplémentaires. La Belgique s'est engagée de manière ferme pour un montant de 238,14 millions d'euros.

Les résolutions adoptées et les engagements financiers sont repris dans un communiqué qui sera prochainement transmis au Conseil des ministres.

Ensuite, selon la règle du juste retour, inscrit dans la Convention de l'ESA, le retour sur investissement sera égal à 1. Dans les faits, la participation belge aux différents programmes, frais de fonctionnement exceptés, se traduira dans des contrats signés avec les acteurs belges.

Selon l'OCDE, l'effet multiplicateur pour l'économie variera entre 1,4 et 4,9 en termes de retombées directes et indirectes de l'investissement spatial public.

À ces retombées s'ajoutent les effets induits de l'activité spatiale sur l'ensemble de la société. Je pense, entre autres, au gain de productivité et d'efficacité dans divers domaines économiques, mais aussi en prévention et en gestion des catastrophes naturelles, en prévention météorologique, etc.

Ces effets induits sont du même ordre de grandeur que la somme des effets directs et indirects.

On peut donc affirmer sans se tromper que 1 euro investi dans la recherche et le développement spatial génère un retour de 6 euros pour l'économie.

Ces quelques chiffres pour les lanceurs auxquels les acteurs industriels belges participent montrent le caractère récurrent de l'activité au profit des acteurs belges qui y participent.

Pour Ariane 5, 77 lancements ont été réalisés et 32 lanceurs sont encore en production.

Pour le Soyouz de Kourou, 10 lancements ont été réalisés et 13 lanceurs sont en production.

Pour le Vega, 3 lancements réalisés et 13 lanceurs en production.

Pour le retour régional, traditionnellement, le domaine des lanceurs fait intervenir des acteurs industriels wallons et bruxellois. Conscients de cette situation, il a été proposé d'offrir des opportunités ciblées aux acteurs du Nord du pays, en veillant à développer des compétences spécifiques en Flandre dans le domaine des lanceurs et en augmentant la participation belge à des programmes comme GSTP, SMI, ARTES et Prodex.

Lors de la préparation du prochain Conseil ministériel de l'ESA en 2016, le service responsable du spatial fera le point de la situation concernant la ventilation régionale du retour sur investissement. Les propositions de participation à de nouveaux programmes tiendront compte des engagements pour les lanceurs qui seront annoncés à Luxembourg afin d'obtenir une répartition globale qui soit équitable à l'intérieur du pays, qui valorise et qui contribue à développer le spatial scientifique et technique présent dans les institutions fédérales et dans chacune des trois Communautés et Régions.

06.03 Caroline Cassart-Mailleux (MR): Monsieur le président, je remercie la secrétaire d'État pour le caractère exhaustif de sa réponse. Je tenais à le souligner.

Madame la secrétaire d'État, votre réponse nous a en effet permis de faire le point. Vous indiquez que le retour sur investissement est de l'ordre de 1 euro pour 6 euros en économie. Ces chiffres sont parlants. Nous sommes tous conscients qu'investir dans la recherche est toujours une opération *win-win* pour la Belgique.

J'ai pris ce dossier à bras-le-corps. Je suivrai avec vous son évolution. Vous avez mentionné quelques échéances, notamment celle de 2016, mais d'ici là, je pense que nous aurons la possibilité d'en reparler. Ce dossier est important pour les différentes Régions et pour l'économie.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: Chers collègues, nous avons épuisé l'ordre du jour de ce matin. Je lève la séance.

La réunion publique de commission est levée à 11.21 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.21 uur.